



Association Tunisienne
de Défense des Libertés
Individuelles

المعرض الاسبوعي للصحافة

LA REVUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE
THE WEEKLY PRESS REVIEW

Media Libre 2018



Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 07-12-2018 huffpostmaghre b</p>	<p>Traite des personnes en Tunisie: Des chiffres alarmants</p> <p>Les femmes et les enfants, la population la plus touchée.</p> <p>Le nombre des victimes tunisiennes de traite, prises en charge en 2017 par l'instance nationale de lutte contre la traite des personnes, s'élève à 742, dont 70 % des enfants, et celui des étrangers est de l'ordre de 100, a affirmé, samedi, la présidente de l'instance nationale de lutte contre la traite des personnes, Raoudha Laabidi. Ces personnes sont notamment victimes d'exploitation économique et sexuelle et de servitude domestique, a-t-elle précisé lors d'un colloque organisé, au Campus Universitaire El-Manar, sur la traite des femmes et des enfants, à l'initiative du laboratoire des sciences pénales et de criminologie relevant de la faculté du droit et des sciences politiques de Tunis. Parmi les mesures prises par l'instance pour lutter contre la traite figure la désignation de juges de références dans 17 régions, à raison de deux magistrats pour chaque région, a-t-elle fait savoir, expliquant qu'ils figurent comme des références pour les intervenants en la matière. Des points focaux (focus groupes) seront également installés à travers les régions pour assurer la formation et la sensibilisation sur la question de la traite, a-t-elle fait savoir, précisant qu'ils seront composés des représentants de six domaines: la sécurité, la magistrature, les affaires sociales, la santé, la société civile et les délégués à la protection de l'enfance. D'après la présidente de l'instance, cette structure a aidé 66 victimes étrangères de traite, à retourner à leurs pays, tout en les accompagnant pour se réintégrer dans leurs propres sociétés. Un nombre de 31 femmes tunisiennes victimes de traite bénéficient actuellement d'une prise en charge par l'instance qui les assistera également dans la création de projets, a-t-elle affirmé. Laabidi a regretté le manque de budget, appelant l'Etat à intervenir et financer cette structure pour pouvoir accomplir ces projets et atteindre ses objectifs de prise en charge de cette catégorie fragile, des victimes de traite. De son côté, Mehayar Hamadi, délégué général à la protection de l'enfance a affirmé que le nombre total des enfants victimes de traite en 2017 est de plus de 1480, dont 308 victimes d'exploitation économique, 1087 victimes d'exploitation sexuelle et 86 victimes de crimes organisés. Le nombre des cas de traite d'enfants enregistré en 2017 est le plus élevé en Tunisie par rapport aux années précédentes, a-t-il regretté. Il a appelé, dans ce cadre, à la mise en place de mécanismes favorisant la protection de l'enfance, insistant sur l'importance de l'intégration du concept " l'enfant victime " au code de la protection de l'enfance. Il a appelé aussi à la création de cellules d'écoute à travers les régions, soulignant l'importance de la spécialisation. Le responsable a également recommandé d'accorder aux enfants le droit de la participation à la prise des décisions qui les concernent, proposant d'intensifier le nombre des sessions de formation sur les droits de l'enfant. Dr. Ahmed Ben Nasser, médecin à l'hôpital Charles</p>

Nicole a évoqué l'impact de la traite sur la santé physique et psychologique des victimes, soulignant leur besoin d'assistance et de prise en charge. Plusieurs victimes reçues par l'hôpital souffrent de cicatrices, d'angoisse, de dépression, de troubles de sommeil, de fatigue, de dysfonctionnement sexuel et d'addiction, a-t-il énuméré. Un sentiment de culpabilité a été remarqué chez certaines victimes, a-t-il encore indiqué, signalant que des troubles dépressifs les mènent parfois à l'addiction. Le médecin a regretté la présence d'obstacles à l'identification et l'assistance des victimes de traite, mettant en cause l'absence d'un cadre juridique adéquat. Cette rencontre organisée par le laboratoire des sciences pénales et de criminologie, s'inscrit dans le cadre de son programme d'action annuel, a affirmé Rachida Jlassi, présidente du laboratoire, soulignant l'importance du thème choisi cette année, vu la spécificité et la fragilité de la population cible, à savoir les femmes et les enfants, victimes de traite.



06-12-2018

[businessnews](http://businessnews.com.tn)

Borhane Belkhiria : Il faut légaliser le cannabis !

Le chirurgien Borhane Belkhiria propose la légalisation d'une drogue douce, le cannabis thérapeutique et médical, et ce pour relancer l'économie. En effet, selon lui, cette légalisation permettra de créer des emplois et de stopper le glissement du dinar, en renflouant les caisses de l'Etat en devise, une mesure devant drainer des investisseurs. Il a précisé qu'en légalisant le cannabis, la Tunisie pourrait exporter vers les pays où, la consommation est légale. Et, pour ce faire, il a souligné : « la décision de légaliser le cannabis est de nature à sauver la RNTA, qui pourrait gérer pour le compte de l'Etat, le commerce de cette plante et drainer des entrées notamment, fiscales à l'Etat. Borhane Belkhiria a évoqué le projet pilote « Siliana bis », lancé par un jeune dynamique, Kais Ben Hlima. Un projet qui a mis en pratique la légalisation du cannabis. En effet, on estime que chaque hectare de cannabis peut générer 100.000 euros de chiffre d'affaires, avec 100 millions d'euros la première année, et la création de 3.000 emplois. Il a donné dans ce contexte, l'exemple d'un pays voisin qui génère, grâce aux 130.000 hectares de cannabis, un bénéfice de 15 milliards de dollars par an, selon l'ONU. Et c'est pour cette raison que sa monnaie n'a pas été dévaluée ces dernières années. M. Belkhiria a souligné que s'il y a des géants de l'industrie pharmaceutique qui s'intéressent au cannabis, c'est qu'il y a plusieurs vertus à cette plante qu'on n'avait pas le droit d'explorer, car le simple fait d'y détenir est pénal. D'ailleurs, plusieurs pays ont légalisé cette drogue douce, notamment différents Etats des Etats Unis, le Canada, etc. Les industries pharmaceutiques voudront investir en Tunisie, en matière de plantation de cannabis, d'autant plus que le pays offre des conditions idéales pour la culture de cette plante, ainsi qu'une bonne technicité et un bon service. Les terroristes réfugiés aux monts de l'ouest sont des narcotrafiquants, ils surveillent les voies de d'approvisionnement, a affirmé le chirurgien. En légalisant le cannabis, on coupe de l'herbe sous le pied des contrebandiers et des trafiquants et surtout en éradique les moyens de survie des terroristes. Il y a déjà 200.000 millions de consommateurs réguliers de cannabis, selon

l'ONU. Borhane Belkhiria affirmé que la légalisation du cannabis ne va pas augmenter le nombre de consommateurs, bien au contraire, et les expériences similaires dans d'autres pays, le prouvent. Borhane Belkhiria a précisé qu'un vrai patriote est appelé à trouver des solutions pour son pays



Un activiste interdit de voyager

07-12-2018

B.H

[realites](#)

Le militant des droits de l'Homme Anis Khelifi a affirmé qu'il vient de faire l'objet d'une interdiction de voyager ajoutant que la police des frontières au passage frontalier de Sakiet Sidi Youssef au Kef l'a informé de cette décision émise par la direction générale des frontières et des étrangers. Anis Khelifi qui s'exprimait au journal Achourouk a affirmé que cette décision est illégale ajoutant qu'il refuse catégoriquement à ce que ses droits en tant que citoyen tunisien soient menacés. Il est à appeler qu'Anis Khelifi avait fait l'objet de poursuites judiciaires pour son implication dans une présumée affaire terroriste. La justice a fini par l'innocenter.



Inégalité devant la Loi : les agresseurs d'un homosexuel libérés

07-12-2018

[mosaïquefm](#)

L'association Shams a publié dans l'après midi de ce vendredi 7 décembre, une publication dans laquelle elle dénonçait une agression suivie d'une injustice vécues par un mannequin homosexuel à Monastir. Une tentative de meurtre" tel était décrit l'incident. En effet, C'est un jeune de 22 ans qui a été balaféré (50 points de suture au niveau de visage) et poignardé au niveau du cou par deux agresseurs. Ayant appris que la victime était homosexuelle, le juge d'instruction les a remis en liberté alors que l'agressé, en convalescence, vit dans la terreur, ses agresseurs se baladant près de chez lui, comme on peut le lire dans la publication. "L'association condamne fermement ce déni de justice", selon le texte du communiqué, et appelle à l'application du principe d'égalité devant la Loi et devant la justice peu importe les orientations sexuelles de chacun.

مقالات باللغة العربية

الجبل الأحمر: الإعدام شنقا في حق كهل قتل ابنته بواسطة مطرقة



07-12-2018

سليم العجرودي

[alchourouk](#)

قضت الدائرة الجنائية بالمحكمة الابتدائية بتونس بالإعدام شنقا حتى الموت في حق أب تورط في قتل ابنته بجهة الجبل الأحمر بعد تهشيم رأسها بواسطة مطرقة. وتعود وقائع القضية إلى شهر ماي 2017 عند ورد مكالمة على أعوان منطقة الأمن الوطني بالعمران مفادها العثور على جثة فتاة عمرها 16 عاما ملقاة على الطريق وتحمل اثار اعتداء فظيع على مستوى الرأس وبعد تحريات مكثفة نجح أعوان فرقة الشرطة العدلية بالعمران في تحديد هوية من يقف وراء مقتل الهالكة وهو والدها الذي يبلغ من العمر حوالي 50 عاما، حيث اعترف بقتلها ورد ذلك إلى أنه اكتشف ارتباطها بعلاقة مع أحد الشبان المنحرفين بالحي الذي يقطنان به بالجبل الأحمر وحاول مرارا اقناعها بالابتعاد عنه دون جدوى وفي مساء الواقعة أفاده أحد أجواره بأنه شاهد ابنته تدخل بناية مهجورة صحبة نفس الشاب فلحق بهما وضبطهما داخل ذلك المكان وهو ما أغضبته وأضاف أن ابنته تمسكت بمواصلة علاقتها مع ذلك الشاب وهددته بهجران منزل عائلتها ومرافقة صديقها عندها

النقط المتهم مطرقة وهوى بواسطتها على رأس الهالكة مما أرهاها قتيلة على عين المكان وتولى لاحقا في غياب أفراد العائلة إبعاد جثتها والإلقاء بها بالطريق. وبعد تسجيل اعترافات المتهم قضت الدائرة الجنائية بالاعدام شنقا في حقه حتى الموت.

رفضها للمسّ بالسر المهني: الهيئة الوطنية للمحامين تقرر تنفيذ إضراب عام الاثنين المقبل

المضرب

07-12-2018

فتحية سعادة

lemaghreb

تنفذ الهيئة الوطنية للمحامين الاثنين المقبل إضرابا عاما عن العمل وذلك لمدة يوم كامل للتعبير عن تمسكها برفض ما ورد بالفصل 34 من مشروع قانون المالية لسنة 2019 والمتعلق بالسرّ المهني للمحامي. في خطوات تصعيدية، دعت الهيئة الوطنية للمحامين في بيان أمس الجمعة الى تنفيذ إضراب بكامل المحاكم التونسية الاثنين المقبل الموافق لـ10 ديسمبر الجاري للتعبير عن رفضها المس بالسرّ المهني. وقد عبّرت الهيئة الوطنية للمحامين عن رفضها القطعي للإجراءات الواردة بالفصل 34 من مشروع قانون المالية لسنة 2019، ودعت الجلسة العامة لمجلس نواب الشعب الى رفضه وعدم المسّ من السرّ المهني للمحامي باي طريقة وتحت أي مسمى وفق ما ورد بنصّ البيان. كما دعت «كافة المحامين الى الالتفاف حول هياكلهم لدعم المسار التضامني لحماية لنواميس المهنة ومبادئها السامية». وينصّ الفصل 34 مشروع قانون المالية لسنة 2019 على انه «تلغى أحكام الفقرة الأخيرة من الفصل 16 من مجلة الحقوق والإجراءات الجبائية وتعوّض بما يلي: يمكن لمصالح الجباية طلب المعلومات المتعلقة بالخدمات المسداة من قبل الأشخاص المحمول عليهم قانونا الاعتصام بواجب المحافظة على السر المهني باستثناء الوثائق والمعلومات المتبادلة بين المعنيين بالأمر وحرّفاتهم في إطار تقديم استشارة قانونية أو قضية منشورة أو مزعم نشرها أمام القضاء وكذلك طبيعة الخدمة بالنسبة للمهن الطبية والصيدلية». وتجدر الإشارة في هذا الإطار الى أنّ الهيئة الوطنية للمحامين كانت قد انطلقت منذ 16 نوفمبر المنقضي في تحركات احتجاجية تمثلت في تنفيذ وقفاتها احتجاجية دورية كل يوم جمعة من الساعة التاسعة صباحا الى حدود الساعة العاشرة بمختلف المحاكم الابتدائية.



07-12-2018

shemsfm

الكريديف: وسائل الإعلام المكتوبة والالكترونية لم تحترم مبدأ التنافس في تغطيتها للبلديات

كشفت نتائج دراسة أنجزها مركز البحوث والدراسات والتوثيق والإعلام حول المرأة 'الكريديف' أن وسائل الاعلام المكتوبة والالكترونية لم تحترم مبدأ التنافس في تغطيتها للحملة الانتخابية للانتخابات البلدية التي جرت في ماي الماضي. وأكدت المشرفة على الدراسة والمختصة في الاعلام والنوع الاجتماعي الاستاذة حميدة البور، أنه تم فسح المجال للمترشحات فقط للحديث عن المواضيع المتعلقة بالمرأة. يشار إلى أن الكريديف أنجز دراسة تهم المشاركة السياسية للمرأة في الصحافة المكتوبة والالكترونية في فترة الحملة الانتخابية للانتخابات البلدية.

بينهم أطفال وأجانب: هيئة مكافحة الاتجار بالبشر تتعهد بـ742 حالة



07-12-2018

mosaiquefm

قدر عدد حالات الاتجار بالبشر التي تعهدت بها الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالبشر سنة 2017 بـ 742 حالة، 70 بالمائة منهم أطفال، فيما بلغ عدد الأجانب 100. وتمكنت الهيئة من مساعدة 66 من ضحايا الاتجار الأجانب، على العودة إلى بلدانهم، ومرافقتهم لإعادة إدماجهم في مجتمعاتهم فيما تتلقى 31 امرأة تونسية من ضحايا الاتجار دعما من الهيئة لمساعدتهن على بعث مشاريع. وهؤلاء الضحايا كانوا ضحية الاستغلال الاقتصادي والجنسي والعمل في المنازل. وحول الملف ذاته، أكد المندوب العام لحماية الطفولة مهيّار حمادي أنّ إجمالي عدد الأطفال ضحايا الاتجار بالبشر قد بلغ سنة 2017 أكثر من 1480 طفل يتوزعون على 308 من ضحايا الاستغلال الاقتصادي، و1087 من ضحايا الاستغلال الجنسي، و86 من ضحايا الجريمة المنظمة.

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 06-12-2018</p> <p>Wafa Samoud</p> <p>huffpostmaghreb.com</p>	<p>Ce que les États-Unis doivent apprendre de la Tunisie en matière d'égalité Hommes-Femmes, selon Carnegie</p> <p>En matière d'égalité hommes-femmes en politique, la Tunisie fait mieux que la plus ancienne démocratie du monde</p> <p>Le succès de la Tunisie à défendre les droits des femmes et à les mettre sur le devant de la scène politique laisse les premières démocraties du monde admirablement surprises.</p> <p>Plus de 1/3 des parlementaires et près de la moitié des élus locaux sont des femmes, le modèle tunisien fascine. “Comment un pays qui a ratifié sa première constitution démocratique il y a à peine quatre ans a-t-il élu plus de femmes que la plus ancienne démocratie du monde?”, se demandent Sarah Yerkes et Shannon Mckeown de Carnegie Endowment for International Peace.</p> <p>Pour décrypter cet exploit, ces dernières se sont penchées sur les spécificités de cette démocratie naissante dans un article intitulé “Ce que la Tunisie peut enseigner aux États-Unis sur l'égalité des femmes” datant du 30 novembre 2018.</p> <p>Avec la parité obligatoire, la Tunisie promet un changement radical</p> <p>“La Tunisie est célèbre dans le monde arabe pour sa position en faveur de l'égalité hommes-femmes”. C'est l'une des lois les plus progressistes au monde en matière de parité hommes-femmes.</p> <p>Cette loi oblige les partis politiques à alterner les membres de leurs listes de candidats entre hommes et femmes et à faire en sorte que la moitié de leurs listes soit dirigée par une femme.</p> <p>Ces mesures s'inscrivent dans la continuité de la Constitution tunisienne de 2014, selon laquelle les hommes et les femmes “ont des droits et des devoirs égaux et sont égaux devant la loi, sans discrimination aucune”, souligne l'article.</p> <p>De ce fait, l'imposition de la parité horizontale et verticale est l'ingrédient secret favorisant cette mixité.</p> <p>En effet, ce principe offre davantage de chances aux femmes d'être plus présentes sur l'échiquier politique. Un avantage de taille qui permet de mettre un terme à l'idée que la politique est l'apanage des hommes. Grâce à ce principe, les femmes imposent leur présence et provoqueront avec le temps des changements au niveau de la société.</p>

“Les quotas de genre produisent un nombre plus élevé de femmes élues, ce qui signifie qu’avec le temps, l’électorat ne voit pas la participation politique des femmes comme quelque chose d’extraordinaire. Sans quotas, la différence est flagrante (...) Cela donne non seulement aux candidates potentielles un plus grand nombre de modèles, mais devrait également entraîner des changements à plus long terme dans ce que les gens pensent des femmes occupant des postes politiques” explique l’article.

Faisant une comparaison avec les États-Unis, la Tunisie semble prendre des longueurs d’avance. En Amérique, “le nombre d’élus femmes reste faibles, les attitudes de la société à l’égard de la participation politique des femmes n’ont pas suivi la hausse du nombre de candidates” déplore l’article.

Mais les quotas ne suffisent pas

“Les quotas sont la première étape pour offrir des opportunités aux candidates et pour familiariser le public avec l’idée de la représentation féminine. Mais ils ne suffisent pas pour autonomiser pleinement les femmes. La Tunisie a peut-être progressé au scrutin, mais ses femmes continuent de faire l’objet de discriminations au sein de l’establishment politique et des représailles” précise Carnegie.

“Malgré le nombre élevé de femmes au parlement, les femmes n’occupent que trois des vingt-neuf postes de ministre” souligne l’article.

“Les changements culturels peuvent prendre des générations. Alors que la société gagne du terrain, le gouvernement doit intensifier ses efforts pour soutenir les femmes élues et les candidates - par le biais d’une formation aux médias, d’un accès aux réseaux de collecte de fonds et du renforcement global des capacités” estime l’article.

Et d’ajouter qu’ “il est peu probable que les États-Unis adoptent prochainement des quotas de genre, ce concept allant à l’encontre de l’éthique nationale américaine du libre arbitre. Mais le Congrès pourrait faire davantage pour autonomiser ses membres féminins nouvellement élus (ainsi que les femmes titulaires de longue date). Les partis politiques peuvent également jouer un rôle important dans la formation de la prochaine génération de candidates et peuvent également instaurer leurs propres quotas internes de genre afin de contribuer à l’augmentation du nombre de femmes qui se présentent à des élections”.

La société civile, un catalyseur de changement

“La protection constitutionnelle accordée par la Tunisie à l’égalité des droits des femmes et ses lois électorales avant-gardistes ont vu le jour grâce à la combinaison de femmes élues et d’une société civile puissante (syndicats, organisations non gouvernementales, etc.) qui réclamaient l’égalité des sexes” rappelle Carnegie.

“Les pressions politiques externes exercées par la société civile par le biais de manifestations (...) ont obligé les représentants du gouvernement à faire attention. En conséquence, la Tunisie a non seulement inscrit des quotas électoraux par sexe dans la loi, mais a également adopté une loi historique interdisant la violence à l’égard des femmes en 2017. Le gouvernement a récemment approuvé une nouvelle loi prévoyant l’égalité de succession entre hommes et femmes.

Aux États-Unis, des groupes comme She Should Run encouragent et soutiennent les candidatures féminine. C’est un bon début. Mais sans l’aide du gouvernement pour garantir des niveaux plus élevés de représentation féminine” rien ne sera fait. “Il reste à voir si ces femmes élues sont placées à des postes de direction par leurs partis ou mises à l’écart. Le véritable test sera de savoir si les femmes peuvent maintenir cette ferveur énergique lors des prochaines élections” conclut l’article.



06-12-2018

B.L

[businessnews](#)

Chawki Gaddes : Publier les photos de mineurs sur les réseaux sociaux est un crime !

Chawki Gaddes, président de l’Instance nationale de protection des données personnelles (INPDP), a mis en garde, ce jeudi 6 décembre 2018, contre la publication de photos de mineurs sur les réseaux sociaux. Il a, dans ce sens, appelé les parents à ne pas diffuser des photos de leurs enfants sur ces espaces virtuels. M. Gaddes a, en effet, indiqué que ces pratiques étaient « des crimes graves sanctionnés par la loi ».Et d’ajouter, sur les ondes de Jawhara FM, que la publication des photos de mineurs « met en péril » leur sécurité. Le président de l’INPDP a, en outre, souligné l’importance de sensibiliser les citoyens au respect de la vie privée dans les espaces publics et ce en publiant des photos et vidéos sur les réseaux sociaux.



06-12-2018

W.J

[realites](#)

Arrestation d’un policier et de son oncle pour viol

Le juge d’instruction près le tribunal de première instance à Gafsa a émis ce jeudi 06 décembre 2018, un mandat de dépôt à l’encontre d’un agriculteur et de son neveu (policier) et ce pour détournement et viol. En effet, la victime est une femme divorcée qui a fait la connaissance du premier inculpé. Ce dernier lui a exprimé son intention de l’épouser. Mais, elle avait refusé pour diverses raisons. Furieux, l’inculpé a contacté son neveu le policier pour détourner la victime. Il l’a emmenée chez son oncle où il l’a violée. La victime a alors décidé de porter plainte auprès du ministère public. Ce dernier a ouvert une enquête à l’encontre des deux accusés pour viol.



05-11-2018

[mosaïquefm](#)

60 cas de SIDA par an, enregistrés en Tunisie

Fatma Temimi, médecin au sein de l’office national de la famille a déclaré ce mercredi 5 décembre 2018 que 60 cas de personnes contaminées par le virus du SIDA. Temimi a affirmé

que les personnes portant le virus du HIV sont orientées vers les services spécialisés dans les hôpitaux de Sfax Rabta et Monastir, soulignant que la prise en charge est gratuite.

مقالات باللغة العربية

منع الناشط انيس الخليفي من السفر



06-12-2018

الميساوي

[alchourouk](http://alchourouk.com)

قال الناشط الحقوقي والسياسي انيس الخليفي أنه تم منعه من السفر، مضيفاً أنّ شرطة الحدود بمعبر ساقية سيدي يوسف أعلمته يوم أمس بأن قرار المنع صادر من الإدارة العامة للحدود والأجانب. واعتبر خليف ان هذا الاجراء "غير قانوني"، معبرا عن رفضه التام لـ"هضم حقوقه كمواطن تونسي". يذكر ان القضاء برأ أنيس خليفي منذ فترة في قضية تتعلق بالإرهاب.



05-12-2018

نورة الهدار

[lemaghreb](http://lemaghreb.com)

في ندوة صحفية للإدارة العامة للسجون والإصلاح: العدد الجملي للمساجين حاليا يبلغ 22663 و طاقة الاستيعاب لا تتجاوز 17762

إصلاح المنظومة السجنية من بين الشعارات التي رفعت منذ أكثر من خمس سنوات لأنها تعتبر جزءا لا يتجزأ من مسار الانتقال الديمقراطي، فلا احد يمكن أن ينكر الوضعية المتردية التي توجد عليها السجون التونسية وما يعانيه السجناء خاصة مسألة الاكتظاظ الناتجة عن أسباب متعدّدة، في هذا السياق عقدت أمس الثلاثاء 4 ديسمبر الجاري الإدارة العامة للسجون والإصلاح ندوة صحفية تحدّثت فيها عن عديد النقاط وقدمت الوضع في أرقام.

وللتذكير فإن الجهات الحكومية الرسمية قد قامت بتنقيح ما عرف بقانون 52 المتعلّق بالمخدرات وذلك بسنّ مبادرة تشريعية تتضمن فصلا وحيدا يعطي السلطة التقديرية للقضاء عند النظر في ملفات تتعلق بالمخدرات.

«تجاوزت طاقة استيعابها بـ 4901 سجينا»

الاكتظاظ هو من بين أكثر الإشكاليات المطروحة في السجون التونسية بمختلف الولايات، فعند الحديث عن المسألة بلغة الأرقام فإن عدد الموقوفين يتجاوز عدد المحكومين بالسجن وفق ما صرّح به غازي الجريبي وزير العدل السابق، من جهته أكد سفيان مزغيش الناطق الرسمي للإدارة العامة للسجون والإصلاح خلال الندوة الصحفية التي عقدت يوم أمس الثلاثاء 4 ديسمبر الجاري بمقر الإدارة أن العدد الجملي للمساجين حاليا يبلغ 22663 في حين أن طاقة الاستيعاب لا تتجاوز 17762، أرقام تغني عن كلّ تعليق وتلخّص الوضعية الكارثية التي توجد عليها السجون والتي حتما لا تتماشى مع حقوق الإنسان، كما أن هذه الوضعية من شأنها أن تؤثر سلبا على العاملين داخل السجون. في ذات السياق وتدعيما لتصريحات الجريبي فقد أوضح مزغيش أيضا أن نسبة الاكتظاظ بسجون الإيقاف مرتفعة وقد تجاوزت طاقة استيعابها بـ 4901 سجين وهنا فإن المساحة المخصّصة لكلّ سجين تبلغ 2,9 متر مربع فقط، في حين أن المساحة التي يجب أن تكون وفق المعايير الدولية هي 4 متر مربع فما فوق وبالتالي فإن الوضعية التي يعيشها المساجين أقل ما يمكن وصفها بأنها كارثية. من جهة أخرى وعلى المستوى التشريعي وفي محاولة من وزارة العدل الحدّ من ظاهرة الاكتظاظ تم تقديم مشروع قانون يتعلق بتجربة السوار الالكتروني وهي تجربة أعلن وزير العدل السابق غازي الجريبي عن الانطلاق في تنفيذها منذ 10 جويلية 2017 وقد شملت بعض الجرائم التي لا تشكل خطرا على المجتمع ويتمكن بمقتضاها المحكوم من ممارسة نشاطه اليوم تحت المراقبة العدلية

والقضاء بشكل عام، مشروع القانون اليوم على طاولة الحكومة.

تتبعات قضائية في سوء المعاملة

موضوع السجون وما يحدث فيها من سوء معاملة وتعذيب كان خطأ أحمر قبل الثورة ولكن اليوم أصبح ملفا حارقا خاصة في ظل تركيز هيئة وطنية للوقاية من التعذيب وسنّ قوانين تجرّم هذه الأفعال، هذه النقطة تناولها سفيان مزغيش الناطق الرسمي باسم الإدارة العامة للسجون والإصلاح في الندوة الصحفية حيث أكد أن «تفقدية مصالح السجون والإصلاح تعهدت بـ 63 شكاية ذات علاقة بسوء المعاملة، و إثر استكمال إجراءات البحث الإداري، تبين أن 53 شكاية ضمن الدعاوى القضائية المقدمة لم يثبت صحتها في المقابل ثبت في 10 شكايات صدور أفعال من قبيل سوء المعاملة التي لا ترتقي إلى التعذيب، 3 حالات منها محل تتبع قضائي. أما على مستوى التجهيزات فقد أعلن سفيان مزغيش أنه تم تعزيز أسطول نقل المساجين بـ 48 سيارة تستجيب للمعايير الدولية و التي لا تتجاوز طاقة استيعاب الواحدة منها 15 فردا، كما أكد اقتناء سيارتين لنقل المساجين ذوي الحركة المحدودة».

سليانة: الإحتفاظ بإمام جامع

أكد مصدر أمني لشمس أف أم اليوم الخميس 06 ديسمبر 2018، أن فرقة الشرطة العدلية بمنطقة الأمن الوطني بسليانة بعد إنتشار النيابة العمومية إحتفظت بإمام أحد المساجد بالجهة. وقال نفس المصدر إن الإمام يبلغ من العمر 45 سنة، وتم الإحتفاظ به للاشتباه في نشاطه ضمن شبكات التفسير إلى بؤر التوتر.



06-12-2018

shemsfm



06-12-2018

mosaiquefm

فتيات تعرّضن للتحرش: 'يهينك ويضربك ويقلك كان موش عاجبك برّا إشكي'

عبرت بعض الفتيات عن معاناتهن من تفاقم ظاهرة التحرش الجنسي والعنف النفسي والجسدي الذي تتعرضن له يوميا في وسائل النقل العمومية من حافلات وقطار ومترو خاصة في وقت الذروة وحتى على مستوى النقل الفردي كسيارات التاكسي. وتذمرت المستجوبات من عدم تطبيق القانون المجرّم للعنف والتحرش بكل أشكاله على أرض الواقع أمام صمت شهود العيان تجاه المنحرفين أو المتحرشين رغم معابنتهم للحادثة "لكنهم يقبلون أن تعنف الفتيات من قبل المتحرش نفسه على مرأى من الجميع" حسب تعبيرهن. وتحدثت إحدهن لمبعوثة موزاييك هناء السلطاني، عن تعرضها للتحرش الجنسي خلال ممارستها للرياضة في "منطقة راقية" تحت أنظار المارة، الى جانب محاولة صاحب تاكسي التحرش بها وتحويل وجهتها قبل أن تتمكن من الهرب. وأوضحت أنها أصبحت تحرص على أخذ رقم التاكسي وإرساله لوالديها قبل صعودها التاكسي كضمانة لها وخوفا من التعرض للإعتداء. ودعت فتاة أخرى النساء إلى الخروج من صمتهن وإبراز ردة فعل للتصدي لأي نوع من أشكال العنف أو التحرش مهما كان ممارسه والإبلاغ عنه دون تسامح. في السياق ذاته، عبرت إحدى المستجوبات عن "تقززها" من تعمد بعض الرجال والشبان استغلال إكتظاظ وسائل النقل لممارسة غرائزه الشاذة، مضيفة أن الأصعب من "ألم الاعتداء تكذيب المواطنين لها وتعللهم بعدة حجج قائلين هذي حال وسائل النقل شنو نعملو نهبطو نمشيو على ساقينا وإلا نطلعو فوق الميتررو وإلا الكار... كان ما عجبكش أهبط خود تاكسي". وطالبت بتكثيف عدد السفرات ووسائل النقل لتخفيف تعرضهن للتحرش وحمائتهن من العنف. وقد فضلت بعض الفتيات تعليق ورقات بمؤتمر إطلاق حملة ضد العنف الجنسي بعنوان "ماتسكتش ماكش وحدك" لسرد ما تعرضن له من تحرش جنسي ولفظي واغتصاب وعنف أو الإبتزاز والهرسلة من مدرائهن في العمل أو عبر مواقع التواصل الاجتماعي .

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>05-12-2018</p> <p>huffpostmaghreb.com</p>	<p>Près de 7 étudiants subsahariens sur 10 ont rencontré des problèmes d'obtention de carte de séjour en Tunisie</p> <p>La carte de séjour, principal problème rencontré par les étudiants d'Afrique subsaharienne en Tunisie selon une étude de l'Observatoire National des Migrations.</p> <p>68% des étudiants subsahariens vivant en Tunisie déclarent avoir rencontré des problèmes liés au dépôt ou au renouvellement de leur carte de séjour, selon une étude publiée récemment par l'Observatoire National des Migrations (ONM) réalisée auprès d'un échantillon de 75 étudiants subsahariens de 17 nationalités ayant une moyenne d'âge de 26 ans, Cette étude intitulée "Attentes et satisfaction des étudiants subsahariens en Tunisie: Des portes qui s'ouvrent, des opportunités à saisir" révèle, également, que 55% de ces étudiants trouvent que la langue arabe utilisée lors des cours constitue une vraie difficulté, surtout que les professeurs recourent très fréquemment à cette langue lors de leur exposé, ou lorsqu'ils répondent aux remarques des élèves tunisiens. La même source évoque plusieurs autres difficultés rencontrées par les étudiants interrogés. La limitation des moyens financiers constitue également un obstacle important, 76% des boursiers nécessitent une source d'argent supplémentaire à leur bourse pour les dépenses quotidiennes. 92% des étudiants non-boursiers dépendent exclusivement de leurs parents (ou d'un proche) pour financer leurs études. Les 8% restant exercent une activité rémunérée ou disposent d'économies personnelles. Menée en partenariat avec Terre d'Asile Tunisie, cette étude indique que 70% des étudiants sont des hommes. La Tunisie représente, pour la grande majorité d'entre eux, la première expérience à l'étranger. La quasi-totalité de ces étudiants subsahariens maîtrisaient le français bien que 93% avaient une langue maternelle différente. Seulement 29% parlaient ou comprenaient l'Arabe avant d'arriver en Tunisie. La recommandation faite par des proches (37%), la bonne réputation des études en Tunisie en général ou d'une formation spécifique (26%) et l'obtention d'une bourse spécifiquement pour la Tunisie (23,3%), sont principalement les facteurs qui ont motivé les étudiants subsahariens à choisir ce pays. Concernant le taux de satisfaction quant au contenu et à la qualité de l'enseignement, près de la moitié des étudiants trouvent les matières suivies très intéressantes, l'autre moitié les trouve assez intéressantes. Seuls 5% estiment qu'ils ne correspondent pas à leurs attentes: la plupart de ceux-ci sont des élèves qui ont été mal orientés. Interrogés sur le degré de leur bien-être au sein au milieu universitaire, la plupart des étudiants subsahariens (45%) se sont sentis bien accueillis, voire très bien accueillis, par les étudiants tunisiens de leur faculté. Cependant, près d'un étudiant sur cinq a perçu cet accueil comme mauvais. Pour ce qui est de la satisfaction globale et l'intégration de ces</p>

étudiants par rapport à leur vie universitaire, 82,2% se sentent bien intégrés dans leur faculté. Seuls 9,6% ne s’y sentent pas intégrés. Une minorité a évoqué quelques facteurs qui empêchent l’intégration comme l’isolement, le manque de contacts avec les autres étudiants, la difficulté de s’orienter en raison du manque d’informations reçues, notamment à cause de la langue ou le manque de confiance envers l’administration de la faculté. S’agissant du degré d’intégration à l’entourage et la vie sociale, 100% des personnes interrogées disent avoir des amis dans ce pays. Ils les rencontrent via trois principaux canaux: la faculté, l’association communautaire, et enfin les lieux de vie et de loisirs (foyer, immeuble, cafés, etc.). La plupart des étudiants subsahariens (69%) se sentent bien intégrés en Tunisie, ils déclarent se sentir bien entourés et mènent leurs vies sans obstacles majeurs. En conclusion, cette étude a montré que la moitié des étudiants sont ”moyennement satisfaits”, tandis qu’un tiers des étudiants sont ”satisfaits” de leur vie en Tunisie, malgré les difficultés qu’ils ont évoquées.



05-12-2018

I.L.

[businessnews](http://businessnews.com.tn)

Enième prorogation de l’état d’urgence en Tunisie

Le président de la République, Béji Caïd Essebsi, a décidé, mercredi 5 décembre 2018, de proroger l’état d’urgence d’un mois, à partir du 7 décembre jusqu’au 5 janvier 2018. La décision, annoncée via un communiqué de la présidence de la République, a été prise après consultation du chef du gouvernement et du président de l’Assemblée des représentants du peuple. Elle survient alors que le chef de l’Etat a récemment annoncé qu’il ne prorogera pas l’état d’urgence et qu’une loi « plus constitutionnelle » est en cours d’examen.



05-12-2018

[realites](http://realites.com.tn)

120 arrestations pour sodomie et atteinte aux bonnes mœurs en 2018

Un membre de l’association tunisienne des libertés individuelles, Wahid Ferchichi, a affirmé que 120 personnes ont été arrêtées depuis le début de l’année et jusqu’au 30 octobre. Elles seraient accusées de sodomie et atteinte aux bonnes mœurs. Ces arrestations, selon la même source, s’effectuent généralement dans les cafés et les boîtes de nuit et devant les institutions éducatives « sur la base de l’attitude des personnes et leur manière de s’habiller et non pas sur la base de pratique sexuelle ». L’activiste dénonce, selon ce qu’a rapporté Express fm, « les pratiques contraires aux droits de l’homme utilisées avec les détenus et la violation de leur liberté individuelle en prenant connaissance du contenu de leurs téléphones et la violation de leur intégrité physique et psychique ». Wahid Ferchichi ajoute certaines personnes parmi les détenus ont été empêchés de boire de l’eau pour éviter que leurs analyses ne soient faussées. Ils font également l’objet de maltraitance et de toucher de leurs parties intimes pour les pousser à uriner. L’activiste ne cache pas surprise de voir ce genre de faits consignés avec moult détails dans les PV de police « ce qui entraîne automatiquement les procédures par le juge ».

المحكمة الإفريقية لحقوق الإنسان والشعوب تصدر 4 أحكام وتطلق مدونة قواعد سلوك المحامين



05-12-2018

alchourouk

أصدرت المحكمة الإفريقية لحقوق الإنسان والشعوب اليوم الجمعة بالعاصمة، برئاسة القاضي الإفوارى سيلفان أورى وفي ختام دورتها العادية الحادية والخمسين، أربعة أحكام من مجموع 7 أحكام كانت نظرت فيها خلال هذه الدورة .

وتتعلق هذه الأحكام بقضايا تقدم بها مواطنون إلى المحكمة الإفريقية ضد دولهم (3 قضايا ضد جمهورية تنزانيا المتحدة وقضية واحدة ضد رواندا). وتتعلق هذه الأحكام بالحاكمات العادلة وخروقات لحقوق الإنسان.

وسبق النطق بالأحكام، جلسة تولى خلالها القضاة تقديم توضيحات ومعلومات حول كيفية عمل المحكمة وصلاحياتها لعدد كبير من المحامين والقضاة وطلبة الحقوق والقانون الذين حضروا الجلسة.

كما سبق الجلسة إطلاق مدونة قواعد سلوك المحامين المرافعين أمام المحكمة الإفريقية لحقوق الإنسان والشعوب باللغتين العربية والبرتغالية للمحامين الذين يمثلون الشاكين ومقدمي الطلبات الذي يحتاجون المساعدة القضائية. وقد نظمت المحكمة دورة تكوينية قصيرة لأعضاء نقابة المحامين التونسيين لاطلاعهم على أهداف المدونة وكيف يمكن للمحامين التونسيين التسجيل في قائمات المحكمة لتمثيل الشاكين ومقدمي الطلبات ممن يحتاجون المساعدة القضائية، سيما وأن تونس قد أودعت منذ السنة الماضية الإعلان الذي يسمح للمنظمات غير الحكومية والأفراد باللجوء المباشر إلى المحكمة الإفريقية.

وكان قد تم إطلاق مدونة قواعد سلوك مماثلة في منتصف هذا العام في العاصمة التنزانية أروشا ، باللغتين الإنجليزية والفرنسية.

وتهم مدونة السلوك بالخصوص الالتزامات العامة للمحامي، والتزامات المحامي تجاه الموكل والضحايا والشهود، وسلوك المحامي أمام المحكمة، والخطأ المهني والتدابير التأديبية.

يشار إلى أن الدورة الـ 51 التي انطلقت أعمالها يوم 12 نوفمبر لتتواصل شهرا كاملا، عقدت خارج مقر المحكمة الدائم في مدينة أروشا وذلك بناء على دعوة من الحكومة التونسية لاستضافتها.

وتتألف المحكمة من أحد عشر قاضياً، من مواطني الدول الأعضاء في الاتحاد الإفريقي، منتخبون بصفتهم الشخصية.

وتعقد المحكمة جلساتها أربع مرات في السنة في الدورات العادية وقد تعقد دورات استثنائية.

وإلى غاية 30 نوفمبر 2018، تلقت المحكمة 190 عريضة دعوى، بنتت في 48 شكوى منها.

وفي 23 نوفمبر المنقضي أودعت جمهورية غامبيا الإعلان المطلوب بموجب المادة 34 (6) من البروتوكول الذي يسمح للمنظمات غير الحكومية والأفراد باللجوء المباشر إلى المحكمة الإفريقية.

وبذلك تصبح غامبيا تاسع دولة تودع هذا الإعلان بعد تونس وبنين، وبوركينا فاسو، وكوت ديفوار، وغانا، ومالي، ومالي، وتنزانيا.

وقد أنشئت المحكمة الإفريقية لحقوق الإنسان والشعوب في جوان 1998 بموجب المادة 1 من بروتوكول الميثاق الإفريقي لحقوق الإنسان والشعوب بشأن إنشاء المحكمة لاستكمال الدور الوقائي للجنة الإفريقية لحقوق الإنسان والشعوب بهدف تعزيز حماية حقوق الإنسان في القارة الإفريقية. ومنذ اعتماد البروتوكول صادقت عليه 30 دولة فقط من مجموع 55 دولة عضو في الاتحاد الإفريقي.

 <p>05-12-2018</p> <p>shemsfm</p>	<p>سامية عبو لرونيه الطرابلسي: 'لو كنا في دولة دينية أو إسلامية كما يدعي البعض لما كنت جالسا على كرسي وزارة'</p> <p>قالت النائبة في البرلمان عن التيار الديمقراطي سامية عبو ، اليوم الأربعاء، خلال مداخلتها في الجلسة المخصصة لمناقشة ميزانية وزارة السياحة ومتوجهة بكلماتها إلى الوزير رونية الطرابلسي "لو كنا في دولة دينية أو إسلامية كما يدعي البعض لما كنت جالسا على كرسي وزارة لكن نحن في دولة مدنية". وتابعت بالقول: "هذا الموضوع أريد غلقه". وطلبت عبو من الوزير جوابا واضحا حول ما يقوله البعض بأنه يمتلك الجنسية الإسرائيلية.</p>
 <p>05-12-2018</p> <p>mosaiquefm</p>	<p>النساء الديمقراطيات: 70% من النساء المتزوجات الأكثر عرضة للعنف</p> <p>أكدت شريفة التليلي منسقة لجنة مناهضة العنف بالجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات في تصريح لمبعوثة موزايبك هناك السلطاني، أن مركز الإنصات وتوجيه النساء ضحايا العنف بالجمعية إستقبل 312 امرأة تعرضن للعنف في الفضائين العام والخاص خلال 10 أشهر من سنة 2018. وأضافت خلال مؤتمر صحفي لحملة ضدّ العنف الجنسي "نفهموه وبالقانون نوقفوه" تحت شعار "ماتسكتش ماكش وحدك"، أن 70% من النساء المتزوجات هن الأكثر عرضة للعنف معتبرة أن قانون 58 لسنة 2017 والحملات التحسيسية(على غرار الحملة التي أطلقتها أكاديمية قادة المستقبل "ماتسكتشي ماكش وحدك") قد ساعدت النساء على التبليغ عن العنف دون خوف من التداعيات وبلا إحساس بالذنب. وأشارت التليلي إلى أن التحرش الجنسي في الفضاء العام الذي يعتبر "ذكوريا" بالأساس ويمسّ النساء والفتيات بكافة أعمارهم، وهو ما يصنّف إعتداءً على الحقوق الإنسانية للمرأة وإقصاء لها من الفضاء العام.</p>

Le 04-12-2018

<http://adltn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>04-12-2018</p> <p>Rihab Boukhayatia</p> <p>huffpostmaghreb</p>	<p>Près d'un an après son entrée en vigueur: La loi sur l'élimination des violences faites aux femmes, belle sur le papier mais...</p> <p>Environ un an après l'entrée en vigueur de la loi 58 relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes, l'heure est à l'évaluation.</p> <p>Environ un an après l'entrée en vigueur de la loi 58 relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes, l'heure est à l'évaluation, pour la société civile qui a milité pour l'adoption de la loi, mais aussi pour les différents intervenants étatiques. Plusieurs lacunes ont été relevées lors la conférence intitulée "L'état des lieux de la mise en œuvre de la Loi organique n°2017-58, relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes", organisée par plusieurs ONG (ATFD, OXFAM, Beity, AFTURD, LTDH...), vendredi. Lors de la conférence, une femme a pris la parole pour raconter ce qu'elle a enduré. Exploitée économiquement et violentée par son conjoint, elle s'est adressée à un poste de police. Au poste, on lui a demandé de se diriger vers le district pour porter plainte devant l'unité spécialisée en la matière. Après des allers-retours, la jeune femme a enfin saisi la justice, qui a condamné finalement son époux à une amende de 300 dinars uniquement. Son histoire résume à elle seule les défaillances dans l'application d'une loi qui semble parfaite sur le papier.</p>

Une police en décalage

Les premiers acteurs auxquels font face les femmes en cas de plainte sont les agents de l'unité spécialisée dans les enquêtes sur les crimes de violence contre la femme. Nabiha Gaddechi, représentante du ministère de l'Intérieur, a fait savoir que 264 agents ont été formés. Des centaines d'autres vont l'être. Toutefois, les difficultés évoquées pour pouvoir porter plainte résultent du fait que ces unités spécialisées sont mises en place dans chaque district de sécurité et non pas dans chaque poste de police. Les plaignantes se dirigent généralement vers le poste le plus proche et non pas vers le district, qui se trouve généralement dans des lieux moins accessibles. S'ajoute le manque d'effectif: une unité doit normalement être composée d'au moins 10 agents, or celles-ci sont actuellement composées de 2 à 3 agents. Les victimes plaignantes, notamment les mineures, côtoient dans le même district, des personnes suspectées d'autres crimes. Aucun aménagement n'est conçu pour recevoir les victimes et préserver leur vie intime. Alors que la plupart des cas de violence se déroulent la nuit, il n'y a pas de permanence pour assurer la continuité du service. Le bémol, c'est toujours le manque d'effectif, assure Nabiha Gaddechi. Alors que l'article 24 de la loi dispose qu'en cas de plainte, l'unité spécialisée "doit se déplacer sans délai sur le lieu pour procéder aux enquêtes et ce après avoir informé le procureur de la République", plusieurs unités ne disposent pas de véhicule pour le transport de la victime. Toutes ces défaillances s'ajoutent aux pressions implicites exercées par certains agents pour dissuader les femmes de poursuivre leurs conjoints en justice, et ce malgré le fait que la loi dispose qu': "Est puni d'un à six (6) mois d'emprisonnement, l'agent relevant de l'unité spécialisée d'enquête sur les infractions de violence à l'égard des femmes, qui exerce volontairement une pression, ou tout type de contrainte, sur la victime en vue de l'amener à renoncer à ses droits, à modifier sa déposition ou à se rétracter".

La justice, pas mieux

La justice ne se porte pas mieux, Raoudha Garafi, magistrate, a soulevé également l'absence d'une justice spécialisée dans le traitement des violences envers les femmes. De plus, certaines femmes n'ont pas les moyens de payer un avocat. Dans ce cadre, Halima Jouini, de la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme, a appelé les sections régionales de la LTDH à assurer la prise en charge gratuite des victimes de violences. Sana Ben Achour, présidente de l'association Beity, évoque, quant à elle, l'émergence de stratégies de contournement de la loi avec des affaires non plus qualifiées d'actes de violence mais de "violence réciproque", dans les cas où la femme victime de violences, riposte. Autre point important présenté, le fait que certaines plaignantes, après avoir saisi la justice, décident d'arrêter les poursuites de peur de se trouver seules à faire face aux charges du ménage si le conjoint est mis en prison. Dans ce cadre, Sana Ben Achour, estime que il faut envisager dans le futur des peines alternatives à la

prison. “L’emprisonnement a un effet dissuasif bénéfique pour lutter contre l’impunité mais c’est aussi un problème car la prison tunisienne ne joue pas son rôle de correction, au contraire, le prisonnier en sort plus haineux”, souligne-t-elle.

Des mentalités figées

Alors que beaucoup ont soulevé la persistance des mentalités qui tolèrent et justifient la violence à l’égard des femmes, le représentant du ministère des Affaires religieuses, Slim Bencheikh, a assuré que le ministère est aussi concerné par l’application de la loi et qu’il contrôle la nature des prêches. “Mais vous savez qu’il n’y a pas un mais plusieurs discours religieux en Tunisie”, explique-t-il.

Quelques avancées

Ces travers dans la mise en oeuvre de la loi n’excluent pas certaines avancées comme la mise en place par le ministre de la Femme, de la Famille, de l’Enfance et des Seniors, de centres de refuge et d’écoute pour les femmes violentées. Ramy Khouili du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), a fait savoir que des cycles de formation ont ciblé le personnel médical notamment. Un équipement moderne a été mis en place à l’hôpital Charles Nicolle, qui permet de détecter les traces de violences, même si elles sont datées. Pour pallier aux nombreuses lacunes, la création d’une coalition associative contre les violences a été annoncée. Toutes les parties prenantes ont appelé à plus de coordination entre les différents intervenants associatifs ou étatiques afin de mener à bien la mise en oeuvre de la loi.



04-12-2018

I.L

[businessnews](http://businessnews.com.tn)

Le Koweït interdit les permis de travail aux Tunisiennes de moins de 40 ans !

Il semblerait que le Koweït ait décidé d’interdire l’octroi des permis de travail aux femmes de nationalité tunisienne et marocaine de moins de 40 ans, sauf s’il existe un parent "mâle" au premier degré sur place (père, frère ou époux). C’est ce qu’affirment les médias du Golfe en reprenant une décision de l’Autorité générale de la main-d’œuvre du Koweït. Cela concerne aussi les Libanaises qui doivent en plus de la présence d’un parent obtenir une autorisation sécuritaire. Des sources expliquent donc que cette décision a été prise en coordination avec la Tunisie et le Maroc, notant que le Koweït tient à entretenir d’étroites relations avec les pays arabes, notamment en ce qui concerne le marché du travail « tout en préservant sa souveraineté et ses particularités ». Du côté tunisien, on n’a pas communiqué sur cette nouvelle décision qui pourrait compromettre les carrières de plusieurs jeunes tunisiennes installées au Koweït et détenant un permis de travail.



03-12-2018

W.J

Mahdia: 32 enfants victimes d’agressions sexuelles

A l’occasion de la journée régionale de sensibilisation contre les agressions sexuelles envers les enfants, le délégué régional de la protection de l’enfance à Mahdia, Majdi Laroussi, a

affirmé ce lundi 03 décembre 2018 sur les ondes de Jawhara Fm, que 32 cas d'agressions sexuelles ont été enregistrés cette année dans la région contre 27 cas en 2017. Le délégué a précisé que les victimes étaient des deux sexes, soulignant que la famille est le premier espace dans lequel les enfants se font agresser sexuellement.



03-12-2018

[shemsfm](#)

Bientôt, la loi d'accès à l'information en version braille et en langue des signes

La loi d'accès à l'information sera bientôt éditée en version braille et en langue des signes et publiée sur le site officiel de l'instance d'accès à l'information. Imed Hazgui président de l'Instance a précisé lors d'une conférence nationale sur les droits des personnes porteuses de handicap à l'information qu'il s'agit "d'une expérience unique en Tunisie" menée avec la collaboration l'Organisation Article 19. Le président de l'instance qui qualifie la difficulté des personnes porteuses de handicap, à accéder à l'information comme forme de discrimination, a tenu à rappeler la ratification par la Tunisie en 2008 de la Convention relatives aux droits des handicapés. Il a rappelé aussi que la Constitution tunisienne leur garantit les mêmes droits dont bénéficient les citoyens tunisiens. Et d'ajouter dans le même ordre d'idées que l'article 9 de la loi d'accès à l'information stipule que "Le chargé d'accès à l'information est tenu de fournir l'assistance nécessaire au demandeur d'accès à l'information, dans le cas d'handicape ou d'incapacité de lecture ou d'écriture ou encore lorsque le demandeur serait atteint d'une incapacité auditive ou visuelle". De son côté, la présidente du bureau d'Article 19 pour la région Mena Saloua Ghazouani a relevé que le droit des personnes porteuses de handicap d'accéder à l'information leur permet de connaître tous leurs droits et par conséquent de les défendre comme le droit à la santé, au travail et à l'éducation. Elle a fait observer que dans le monde, cette catégorie sociale compte parmi les plus marginalisées. La conférence est organisée dans le cadre de la célébration de la journée internationale des personnes handicapées, le 3 décembre de chaque année.

مقالات باللغة العربية

الإدارة العامة للسجون والإصلاح: ارتفاع نسبة الاكتظاظ... و سجون جديدة في 2019

عقدت الإدارة العامة للسجون ندوة صحفية بالعاصمة، أكدت خلالها أن العدد الجملي للمساجين يبلغ 22663 سجيناً في حين أن طاقة الاستيعاب لا تتجاوز 17762 وترتفع نسبة الاكتظاظ خاصة بسجون الإيقاف.

و أكدت الإدارة العامة للسجون أن المساحة المخصصة لكل سجين تبلغ 2.9 متر مربع في حين أن المساحة المعتمدة وفق المعايير الدولية يجب أن لا تقل عن 4 متر مربع.

وبيّن في هذا الصدد الناطق الرسمي باسم الإدارة العامة للسجون والإصلاح، سفيان مزغيش أن نسبة الاكتظاظ مرتفعة داخل السجون وخاصة سجن قفصة بنسبة اكتظاظ قدرت بـ 67 % وسجن باجة بـ 43% وسجن قبلي بلغت نسبة اكتظاظه بـ 34.8 بالمائة.



04-12-2018

خديجة يحيوي

[alchourouk](#)

وأكدت الإدارة العامة للسجون أنها تولت تهيئة سجون جديدة منها سجن قابس بطاقة استيعاب 300 سجيناً بتمويل من الاتحاد الأوروبي وميزانية الدولة وسيدخل حيز الاستغلال في شهر مارس 2019، وتهيئة القسط الأول من سجن المنستير بطاقة استيعاب 480 سجيناً وهو الآن في مرحلة القبول النهائي للأشغال وسيقع استغلاله بداية من شهر ماي 2019 .

كما أوضحت الإدارة أنه سيتمّ خلال سنة 2020 تهيئة سجون جديدة منها سجن بلي وتقدر طاقة استيعابه بـ1000 سجين بتمويل من الدولة والتاريخ المتوقع لاستلام المشروع هو شهر سبتمبر 2020. كما ستشهد سنة 2021 مواصلة تهيئة الجناح «ج» بسجن مرناق إضافة إلى سجن باجة بطاقة استيعاب قدرت بـ1000 سجين، بعد أن تم إنجاز القسط الأول الخاص ببناء السور الخارجي وتركيز الصومعات وبناء قاعة الانتظار والمسكن الوظيفية على أن تكتمل الأشغال في ديسمبر 2021.

وأكدت الإدارة العامة للسجون أنها تهدف إلى حماية المجتمع من الجريمة والحد من العود الإجرامي انسجاماً مع السياسة الجزائية الحديثة التي تهدف إلى التأهيل والإصلاح تيسيراً لإعادة الإدماج الاجتماعي.

كما أكدت الإدارة المذكورة أنه تم تعزيز أسطول نقل المساجين وذلك باقتناء عدد 48 سيارة إلى جانب تأكيد حرصها على تأمين الخدمات الصحية للمودعين عن طريق التعاقد مع أطباء في مختلف الاختصاصات.

من جهة أخرى، تعهدت التفتيشية مصالح السجون بعدد 63 شكاية ذات علاقة بسوء المعاملة وأنه اثر استكمال اجراءات البحث الاداري تبين ان عدد 53 من ضمن الشكايات لم يثبت صحتها وان 10 شكايات تثبت صدور افعال من قبيل سوء المعاملة وتم اثاره تتبع قضائي ضد 3 شكايات.

تنسيقية الدفاع عن القرآن والدستور: 'قانون المساواة في الميراث ضرب لمكتسبات المرأة'

قال الناطق الرسمي للتنسيقية الوطنية للدفاع عن القرآن والدستور والتنمية العادلة، محمد صالح رديد إن "مشروع القانون المتعلق بالمساواة في الميراث يعد مخالفة صريحة لتعاليم الإسلام وضرباً لمكتسبات المرأة وتقسيماً واضحاً للمجتمع التونسي" وأضاف في ندوة صحفية، أن "هذه المبادرة لا تخدم الأسرة والفرد والمجتمع بقدر ما هي تستجيب لأجندات أجنبية وترتهن لأملاءات البرلمان الأوروبي والاتفاقيات الدولية المخالفة للدستور وتخضع لرغبة القوى الاستعمارية وفي مقدمتها فرنسا" وفق تعبيره. وبين رديد في هذا السياق أن الدستور التونسي بتوطنته وفصوله (1 و6 و145 و146) يؤكد أن الإسلام دين الدولة وأن أحكام الميراث جزء منه، بما يحرم تغييرها وتبديلها أو تعطيلها باعتبارها أحكاماً قطعية الثبوت والدلالة ومعلومة من الدين بالضرورة بناء على ما جاء في القرآن والسنة.



04-12-2018

shemsfm

أرقام مفزعة عن تعرض المرأة للتحرش في تونس





قدّمت الدفعة السادسة لأكاديمية قادة المستقبل الممولة من مؤسسة "فريدريش إيبيرت" في إطار مؤتمر صحفي لحملة ضدّ العنف الجنسي "نفهموه وبالقانون نوقفوه" تحت شعار "ماتسكتش ماكش وحدك" جملة من الإحصائيات أظهرت أن 90 بالمائة من النساء تعرضن للتحرش الجنسي في وسائل النقل العمومي وتعرضن للعنف النفسي في الأماكن العامة بنسبة 78.1% وللتحرش الجنسي من قبل زملاء لهن في العمل بـ75.4% فيما بلغ معدل النساء ضحايا عنف جنسي 43.8%، حسب دراسة قام بها مركز الكريديف على عينة من النساء التونسيات. توزيع كتيب بالدارجة التونسية على العموم ووضع تطبيق وموقع للتبليغ عن حالات التحرش وأكدت حبيبة التونسي مسؤولة على برنامج قادة المستقبل في تصريح لمبعوثة موزايبك هناء السلطاني أنّ العقوبات القانونية المسلطة على أصناف العنف وأشكال التحرش تقضي مثلاً بخطية مالية تتراوح بين 500 إلى ألف دينار بالنسبة للمضايقة في مكان عام والسجن بـ6 سنوات كعقوبة الإعتداء بالفاحشة في ما يعاقب المتحرش الجنسي بالسجن لمدة عامين وخطية حسب القانون الجديد الذي شدّد العقوبات على هذه الظاهرة. وأعلنت توزيع كتيب بالدارجة التونسية على العموم ووضع تطبيق وموقع للتبليغ عن حالات التحرش.



04-12-2018

mosaiquefm

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>03-12-2018</p> <p>huffpostmaghreb</p> <p>b</p>	<p>Pour faire face à la surpopulation carcérale, des mesures prises en faveur des prisons tunisiennes</p> <p>La superficie consacrée à chaque prisonnier dans les établissements carcéraux tunisiens est de 2,9m²</p> <p>La direction générale des prisons et de rééducation a annoncé mardi une série de mesures pour garantir des conditions de détention aux prisonniers conformes aux standards internationaux. “Ces mesures interviennent en réaction au dépassement du nombre de prisonniers de la capacité d’accueil des établissements carcéraux et à l’amplification du problème d’encombrement particulièrement dans les centres de détention”, a souligné le porte-parole de la direction générale des prisons, Sofiène Mazghiche, lors d’une conférence de presse donnée mardi. Le nombre total de prisonniers d’élève à 22.663, alors que la capacité d’accueil de ces établissements ne dépasse pas 17.762 détenus, a-t-il indiqué. Selon lui, la superficie consacrée à chaque prisonnier dans les établissements carcéraux tunisiens est de 2,9m², alors que la superficie appliquée conformément aux standards internationaux ne doit pas descendre au-dessous de 4m². Ces mesures, a-t-il expliqué, consistent à humaniser le système d’exécution des peines et à remédier au problème de l’encombrement carcéral, à travers la construction de nouvelles maisons d’arrêt à Gabès, Monastir et Messaâdine. Ces maisons d’arrêt devraient entrer en service en 2019, a-t-il indiqué. D’après Mazghiche, d’autres maisons d’arrêt seront fin prêtes en 2020 et 2021. “Ainsi, chaque cellule accueillera tout au plus 25 lits”, a-t-il tenu à préciser. Cinq bureaux d’accompagnement post-carcéral seront bientôt ouverts dans nombre de régions du pays, a-t-il encore annoncé. Ces bureaux auront pour mission d’assurer un suivi post-carcéral des détenus qui purgent leur peine et de favoriser leur réinsertion en milieu familial et social, a-t-il expliqué. Sofiène Mazghiche a également annoncé la mise en place de boîtes de plaintes dans l’ensemble des établissements pénitentiaires dans le souci de rester en contact avec les détenus, d’écouter leurs préoccupations, de garantir leur droit à un traitement humain qui préserve leur dignité et de consacrer la culture des droits de l’Homme. Mazghiche a aussi fait état de l’acquisition de 48 nouveaux véhicules de transport des détenus qui répondent aux standards internationaux. Il s’agit en outre, a-t-il ajouté, de multiplier le nombre des cadres paramédicaux et plus particulièrement des infirmiers et de fournir des soins médicaux aux détenus que ce soit dans les consultations internes ou externes, à travers la conclusion de contrats avec des médecins spécialistes.</p>

 <p>01-12-2018</p> <p>I.N</p> <p>businessnews</p>	<p>Sofiane Zâag : Aucune intrusion dans le domicile de Slim Riahi !</p> <p>Le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Sofiane Zâag, est revenu sur l'affaire du drone qui a survolé le domicile du secrétaire général de Nidaa Tounes, Slim Riahi, en apportant des éclaircissements sur ce qui s'est passé ce samedi 1er décembre 2018. M. Zâag a indiqué que les services du ministère de l'Intérieur se sont rendus sur place pour enquêter sur l'affaire. Et il s'est avéré qu'une société de production audiovisuelle était en train de tourner un feuilleton pour une chaîne de télévision privée. « Les agents ont contacté l'avocat de Slim Riahi, Taieb Bessadok, qui s'est montré compréhensif, quand on l'a informé de l'issue de l'enquête », a souligné Sofiane Zâag. « En visionnant les images tournées, il n'y en avait aucune relative au domicile du SG de Nidaa Tounes. Elles concernent Sidi Bou Said et son port », a précisé le porte-parole. Plus tôt dans la journée, Me Bessadok avait affirmé qu'un drone avait survolé l'intérieur du domicile de Slim Riahi pour filmer et espionner la vie privée du politicien.</p>
 <p>02-12-2018</p> <p>B.H</p> <p>realites</p>	<p>Descente dans une maison réservée à la prostitution illégale</p> <p>Les unités sécuritaires relevant du district de la garde nationale au Kef ont procédé samedi 01 décembre 2018 à une descente sécuritaire dans un domicile suspect situé dans la ville du Kef et ce après consultation du ministère public. Selon Achourouk, six personnes ont été arrêtées au cours de cette descente. Elles ont été prises en flagrant délit de consommation de drogue et de prostitution illégale. Le ministère public a ordonné leur maintien en état de détention en attendant leur comparution devant la justice.</p>
 <p>03-12-2018</p> <p>mosaiquefm</p>	<p>La HAICA adresse un avertissement à El Hiwar Ettounsi</p> <p>La HAICA a adressé un avertissement à El Hiwar Ettounsi suite à l'épisode controversé qui a été diffusé le 6 novembre. Rappelons que Wassim Hrissi (Migalou) avait appelé le président de Zamalek, Mortadha Mansour, afin de lui poser quelques questions sur le déroulement et le résultat du match qui avait opposé l'EST à El Ahly le 2 novembre. la HAICA a appelé Al hiwar, dans un communiqué publié ce lundi, à enlever le passage, parce qu'il constituait une violation aux principes éthiques et un dénigrement de son interlocuteur, de son site officiel et de toutes ses pages.</p>
 <p>03-12-2018</p> <p>shemsfm</p>	<p>Kais Saïd : 'le Coran a tranché dans la question de l'égalité dans l'héritage'</p> <p>Lors de son intervention dans Houna Shems du lundi 3 décembre, le professeur de droit constitutionnel Kais Saïd a déclaré que « le Coran a tranché dans la question de l'égalité dans l'héritage. » Kais Saïd s'est interrogé par ailleurs, sur les priorités du peuple Tunisien. Il a estimé que « les vrais sujets qui intéressent les Tunisiens concernent la pauvreté et la misère. » Notons qu'un conseil ministériel présidé par le président de la République Beji Caied Essebsi a adopté, vendredi 23 novembre, le projet de loi relatif à l'égalité homme-femme dans l'héritage.</p>

مقالات باللغة العربية

 <p>03-12-2017 سعيدة جلاصي alchourouk</p>	<p>القيروان: فتاة تطعن قريبها بسبب الميراث</p> <p>أقدمت مساء الاحد فتاة أصيلة القيروان على طعن قريب لها يبلغ من العمر 28 سنة، تم على اثرها نقله الى وحدة الانعاش بالمستشفى لتلقي الاسعافات الطبية اللازمة . وتؤكد معطيات الحادثة ان سبب اقدم الفتاة على جرمها كان بسبب خلافات عائلتي الفتاة وقريبها بسبب الميراث. وافاد مصدر طبي ان المتضرر خضع لإجراء عملية جراحية كللت بالنجاح. كما تم نقل الى المستشفى لتلقي العلاج اللازم بسبب تعرّضها للكم من قبل قريبها في انتظار مواصلة البحث في الواقعة.</p>
 <p>03-12-2018 shemsfm</p>	<p>الناطق الرسمي للسجون: عزل عونين ثبت تورطهما في إدخال المخدرات الى السجن</p> <p>أفاد الناطق الرسمي للإدارة العامة للسجون والإصلاح سفيان مزغيش بأن الإدارة سجلت حالة أو حالتين معزولتين لعونين تورطا في عملية تسهيل دخول مواد مخدرة الى السجن، مؤكدا أنه تم إتخاذ في حقهم كل الإجراءات الإدارية والقانونية، و عزلهم من المهنة بعد البت في القضية نهائيا و ثبوت الإدانة. و قال مزغيش خلال ندوة صحفية بمقر الإدارة العامة للسجون في إجابة على سؤال مبعوث شمس أف أم، إن الإدارة لا تتسامح مع أي شخص يثبت تورطه في عمليات من هذا النوع، سواء من الأعوان، أو من أهالي المساجين الذين يحاولون في بعض الأحيان ادخال بعض المواد المخدرة في "القفة"، نافيا وجود عمليات ترويج للمخدرات من الكوكابين داخل الوحدات السجنية.</p>
 <p>03-12-2018 mosaiquefm</p>	<p>منظمة الدفاع عن حقوق الأشخاص ذوي الإعاقة: 'يا سياسي راني مانيش نساسي'</p> <p>نفذت المنظمة التونسية للدفاع عن حقوق الأشخاص ذوي الإعاقة وقفة احتجاجية أمام البرلمان بعنوان "حق موش مزية" وذلك للمطالبة بتفعيل نسبة 2% المخصصة لهم في الانتدابات في كافة القطاعات. واعتبرت المتحدث باسم المنظمة براوية العقربي في تصريح لموزاييك إن المناظرة التي أعلنت عنها وزارة الشؤون الاجتماعية لم تكن في مستوى انتظارات ذوي الإعاقة. وشددت على أنه هذه الفئة الاجتماعية ترغب في التمتع بجراية مثل مل بقية أفراد المجتمع.. وصرحت مخاطبة السياسيين "ياساسيين فيق على روحك راني مانيش نساسي".</p>